



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

N°PA-26005

FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Prestation de restauration pour le personnel du CHU de Nantes sur le site de l'Hôpital Loire Santé



POUVOIR ADJUDICATEUR :

Centre Hospitalier Universitaire de Nantes
(Etablissement support du GHT44)
Immeuble Deurbroucq - 5, allée Gloriette
44093 – NANTES CEDEX

Marché public passé selon une procédure adaptée en vertu des articles L2123-1, R2123-1 1° 2° et 7° du Code de la commande publique

SOMMAIRE

PREAMBULE	4
ARTICLE 1 – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	5
1.1. Objet du marché	5
1.2. Forme du marché	5
1.3. Allotissement	5
1.4. Durée	5
ARTICLE 2 – PIECES CONTRACTUELLES	5
2.1. Pièces particulières	5
ARTICLE 3 – PRIX ET REGLEMENT	6
3.1. Etablissement du prix	6
3.2. Facturation	6
3.3. Paiement	8
3.4. Avance	8
3.5. Prix et Révision des prix	8
ARTICLE 4 – SOUS-TRAITANCE ET CO-TRAITANCE	9
ARTICLE 5 – EXECUTION DE LA PRESTATION	9
5.1. Modalités d'exécution	9
5.3. Durée d'exécution des bons de commande	9
5.4. Pénalités	9
ARTICLE 6 – MESURES D'URGENCE	11
ARTICLE 7 - RESILIATION DU MARCHE	12
ARTICLE 8 – ASSURANCES	12
ARTICLE 9 – LITIGES	13
ARTICLE 10 - POURSUITE AUX FRAIS ET RISQUES	13
ARTICLE 11 – NANTISSEMENT	13
ARTICLE 12 – CLAUSES DE REEXAMEN	13
1) MODIFICATION AFFECTANT LE TITULAIRE	13
En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du code de la commande publique, le marché public pourra être modifié, après accord du CHU de Nantes, lorsque le titulaire initial cède son marché public à un tiers à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence.	13
12.1 – AJOUT DE DISTRIBUTEUR DE REPAS	13
12.2 - SUPPRESSION D'UN INDICE	14
12.3 – EVOLUTION DE LA FREQUENTATION	14
12.4 – EVOLUTION DES HORAIRES D'OUVERTURE DES ESPACES DE RESTAURATION	14
ARTICLE 13 – ÉGALITÉ DES USAGERS DEVANT LE SERVICE PUBLIC ET LES PRINCIPES DE LAÏCITÉ ET DE NEUTRALITÉ DU SERVICE PUBLIC	14
ARTICLE 14 – PROTECTION DES DONNÉES A CARACTERE PERSONNEL	14
ARTICLE 15 – CLAUSES DEROGATOIRES AU CCAG	15
ARTICLE 16 – LANGUE APPLICABLE	15
ANNEXE RGPD – Traitement de type 3	16
I) Objet	16
II) Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance	16
III) Durée du contrat	16
IV) Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement	16

1. Sous-traitance _____	17
2. Droit d'information des personnes concernées _____	18
3. Exercice des droits des personnes _____	18
4. Notification des violations de données à caractère personnel _____	18
5. Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations	18
6. Mesures de sécurité _____	18
7. Sort des données _____	18
8. Délégué à la protection des données _____	19
9. Registre des catégories d'activités de traitement _____	19
10. Documentation et autorité de contrôle _____	19
11. Audits _____	19
V) Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant _____	19

PREAMBULE

LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE (G.H.T. 44) :

La Loi de modernisation du système de santé du 26 janvier 2016 a mis en place un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé qui a conduit à la création le 1^{er} juillet 2016 du **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE**, dénommé ci-après **GHT 44**.

Le GHT 44 est composé des 13 établissements suivants : CHU Nantes, désigné établissement support du GHT, CH Saint-Nazaire, CH Châteaubriant-Nozay-Pouancé (Châteaubriant), HI de la Presqu'île (Guérande), HI Sèvre et Loire (Vertou), HI du Pays de Retz (Pornic), EPSYLAN (Blain), CH Erdre et Loire (Ancenis), CH Georges Daumézon (Bouguenais), CH Savenay, Hôpital Bel Air (Corcoué-sur-Logne), CH Pierre Delaroche (Clisson), CH Maubreuil (Saint Herblain).

Le **CHU de Nantes**, en tant qu'établissement support assure pour le compte des établissements parties du **GHT**, la responsabilité de la fonction achat. Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés publics et de leurs avenants.

En outre, par convention constitutive de groupement de commandes, il a été décidé d'associer à la démarche de mutualisation des achats du GHT44 conduite par le CHU de Nantes, les structures de coopération suivantes dont les établissements du GHT44 sont membres : GCS PUI Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS de Moyens Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS Cité Sanitaire Nazairienne (Saint Nazaire), GCS Pôle de réadaptation Maubreuil et la Tourmaline et GCS du Pays de Retz (Pornic).

Répartition des compétences :

En phase de passation du marché public, le CHU de Nantes constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il assure la procédure de passation et la signature du marché public pour l'ensemble des établissements du GHT44 et pour les structures associées.

En phase d'exécution du marché :

- Le CHU de Nantes assure la gestion contractuelle du marché (prise en charge des modifications du marché, décision de reconduction ou non reconduction, résiliation du marché) en concertation le cas échéant avec les autres membres ;
- Les établissements membres du GHT44 et les structures associées assurent, chacun pour la part du marché public qui les concerne, l'exécution financière du marché public (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, applications des pénalités, règlement des factures, agrément des sous-traitants).



ARTICLE 1 – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la restauration collective du personnel du CHU de Nantes à l'Hôpital Loire Santé : gestion et exploitation du restaurant administratif et des prestations complémentaires.

1.2. Forme du marché

Le marché porte sur des prestations de restauration collective à destination du personnel du CHU de Nantes. Il correspond ainsi aux marchés publics de services sociaux et autres services spécifiques visés par le 3^{ème} de l'article R.2123-1 du code de la commande publique.

Le marché est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire, sans minimum, il s'exécute selon les dispositions des Articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique. Le montant maximum des prestations est de 41 000 000 € HT sur la durée du marché.

1.3 Allotissement

En application de l'article L2113-10 du Code de la commande publique, le présent marché n'est pas alloti. En effet, la gestion de la sécurité alimentaire au sein d'une même cuisine ne peut être partagée entre plusieurs opérateurs pour des raisons opérationnelles et de responsabilité.

1.4. Durée

Le marché débute après l'achèvement des travaux d'aménagement de l'Hôpital Loire Santé et l'emménagement des équipes du CHU prévue en septembre 2027 pour une durée de 6 ans. Un ordre de service (OS) confirmera la date de démarrage des prestations.

L'exécution des prestations sera précédée d'une phase préliminaire d'installation du Titulaire.

ARTICLE 2 – PIECES CONTRACTUELLES

2.1. Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité :

- l'Acte d'Engagement (ATTRI1 qui sera signé par le candidat retenu) ;
- les bordereaux des prix unitaires issus du cadre de réponse financier ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes » ;
- Le cadre de réponse technique complété et un mémoire technique composé des livrets cités au CCTP et RC ;
- les bons de commande au fur et à mesure de leur émission ;
- l'ensemble des documents transmis par le prestataire dans le cadre de l'exécution de ses prestations
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés de fournitures courantes et de services ;

En cas de dérogation ou de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre de priorité décroissante, comme énumérées ci-dessus.

Ces pièces générales sont réputées connues des parties et ne sont pas jointes au dossier de consultation.

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire, de l'acte d'engagement et du Bordereau des Prix Unitaires, ainsi que tous documents nouveaux ou modifiés par rapport au dossier de consultation.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS, la notification de l'accord-cadre ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives de ce dernier.

ARTICLE 3 – PRIX ET REGLEMENT

3.1. Etablissement du prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres et assurer au prestataire une marge pour risques et bénéfice. Ils sont réputés complets. Ils comprennent tous les frais engagés par le Titulaire pour l'exécution de la prestation et tous les coûts liés au respect des stipulations des clauses techniques du présent marché.

Le marché est passé sur la base de prix unitaires contenus dans les bordereaux des prix unitaires et appliqués aux quantités réellement commandées.

➤ Décomposition des prix

Le prix des repas se décompose en frais fixes et frais variables (coût des denrées).

Les frais fixes supportés par le prestataire sont définis dans le BPU selon différentes tranches de fréquentation. Ils correspondent aux frais de fonctionnement du titulaire comprenant : les frais de personnel, les frais d'exploitation, les frais de gestion et la rémunération du titulaire.

Les tranches de fréquentation sont définies au CCTP ainsi que les modalités d'application.

3.2. Facturation

➤ Présentation des factures

Outre les mentions légales, les factures établies par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct, comportent obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation du titulaire (nom ou raison sociale, adresse complète, numéro de SIRET)
- La désignation du destinataire de la facture (nom et numéro SIRET) avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement
- Le numéro de la facture : numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- Le numéro du marché
- En cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

- Le montant total de la facture et le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

Le Titulaire joint à ses factures les justificatifs issus de son système d'encaissement permettant de contrôler les factures transmises et faisant apparaître les consommations, les frais fixes et les subventions. **Le format des différents supports sera à déterminer avec les services ressources.**

➤ Transmission des demandes de paiement

Conformément à l'article L2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire a l'obligation de transmettre ses factures sous forme électronique lorsque le contrat est conclu avec des personnes morales de droit public.

La transmission des factures, dans le cadre du présent marché, s'effectue obligatoirement, sur le portail de l'Etat CHORUS PRO. (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Pour obtenir des informations sur CHORUS PRO, veuillez suivre le lien <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Afin d'assurer la bonne intégration de ces factures, les paramétrages du CHU de NANTES sont les suivants :

- ⇒ Le code Siret du CHU de Nantes : 26440013600471
L'établissement est identifié sur le portail comme « CHU NANTES »
- ⇒ Le code service RESTAURATION. OBLIGATOIREMENT. (NB : Cette information est mentionnée sur tous nos bons de commandes, dans la zone dédiée à l'adresse de facturation, sous la mention CHORUS PRO.)
- ⇒ Le numéro d'engagement (référence interne de notre commande) est obligatoire dès lors qu'un bon de commande est transmis en amont. Cette référence est alpha numérique, commençant par une ou deux lettres. EX : EB141352 ou I91532

Chaque facture, est transmise sous forme dématérialisée avant le 10^{ème} jour du mois pour les prestations du mois précédent.

➤ Subvention administrative

Les agents du CHU bénéficient d'une subvention administrative. Ces subventions sont facturées mensuellement par le Titulaire.

Le CHU informera le Titulaire du montant des subventions mises en place pour ses agents avant le démarrage des prestations et régulièrement au cours de l'exécution du marché à chaque évolution.

Par ailleurs, le CHU prendra en charge intégralement les repas des internes, médecins de gardes ainsi que les prestations petit-déjeuner pour ces populations.

3.3. Paiement

Le délai de paiement est de 50 jours maximum,

Le point de départ dudit délai est la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'admission des prestations, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiements. Cette date est constatée par l'ordonnateur.

3.4. Avance

Dans le respect des dispositions des articles L2191-2 et R2191-3 à R2191-19 du Code de la Commande Publique, une avance au taux de 5 % est accordée au titulaire (Option B du CCAG)., sauf refus de sa part formulé dans l'acte d'engagement ;

Le paiement de l'avance intervient sur présentation d'une demande écrite. Son montant ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire.

3.5. Prix et Révision des prix

Les prix sont de 2 natures :

- Les investissements portés par le Titulaire : ceux-ci ne sont ni actualisés ni révisés sur toute la durée du marché
- Les autres coûts : denrées, autres frais fixes. Ceux-ci font l'objet d'une révision annuelle des prix à chaque 1^{er} janvier et pour la première fois le 1^{er} janvier 2027. La révision des prix se fait par application de la formule suivante :

$$P = P_o \times (0,05 + 0,95 \times [0,50 \times A/A_o + 0,50 \times S/S_o])$$

où :

- P = nouveau prix
- P_o = prix à la remise de l'offre
- 0,05 = invariant
- A = moyenne des 12 derniers mois connus de l'Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 01.1 - Produits alimentaires - Identifiant n° 001763868
- A_o = valeur du même indice lors de la remise de l'offre définitive.
- S = dernière valeur connue de l'indice "Salaire mensuel de base hébergement et restauration - Indice trimestriel" - Identifiant n° 0010562705.
- S_o = valeur du même indice lors de la remise de l'offre définitive

Les indices sont publiés sur le site de l'INSEE.

Deux mois avant la date de révision des prix, le Titulaire adresse par lettre recommandée avec accusé de réception à l'attention du CHU, son bordereau des prix unitaire (BPU) révisé, le mode de calcul de ladite révision ainsi que les références des indices professionnels à partir desquels ce calcul a été fait.

Le CHU effectuera un contrôle. A défaut de réponse du CHU sous 1 mois, la révision est réputée acceptée. Si le BPU révisé n'a pas été adressé au pouvoir adjudicateur dans les délais, les prix précédemment pratiqués seront tacitement reconduits pour la période annuelle suivante sauf si les nouveaux tarifs devaient être plus favorables.

ARTICLE 4 – SOUS-TRAITANCE ET CO-TRAITANCE

Dans le respect des dispositions des articles L.2193-1 et suivants du code de la commande publique, la sous-traitance est autorisée dans le cadre des présents marchés.

Dans le cadre de la co-traitance, il sera fait application des dispositions de l'article 3.5 et 12.2 du CCAG-FCS.

En cas de sous-traitance, il sera fait application des dispositions des articles 3.6 et 12.2 du CCAG – FCS et des articles L.2193-1 et suivants du code de la commande publique.

ARTICLE 5 – EXECUTION DE LA PRESTATION

5.1. Modalités d'exécution

Toute exécution des prestations doit faire l'objet d'un ou plusieurs bons de commandes au fur et à mesure de l'occurrence des besoins du CHU adressés au Titulaire selon les modalités prévues au CCTP.

Un bon de commande comporte obligatoirement :

- La date de la commande ;
- La référence au marché ;
- Le nom du service effectuant la commande ;
- La désignation de la prestation ;
- La quantité commandée et le montant engagé ;
- Les consignes particulières éventuelles.

5.3. Durée d'exécution des bons de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. La durée d'exécution maximale des bons de commande est fixée à (1) un mois après la date d'échéance du marché.

5.4. Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, les pénalités suivantes sont applicables. Le montant total de ces pénalités ne peut excéder **5 %** de la valeur maximum du marché mentionné à l'Article 1.3 du présent CCAP.

En cas de défaillance du Titulaire dans l'exploitation du service, sauf cas de force majeure, de destruction partielle ou totale des ouvrages, de retard ou faute imputable à l'administration, au CHU ou à l'un de ses préposés ou de circonstances exceptionnelles au sens de l'article L. 3411-1 du code de la commande publique, des pénalités sont appliquées au Titulaire :

La pénalité peut être de deux types en fonction de la nature de l'infraction constatée :

- sans mise en demeure préalable sauf cas particuliers listés ci-dessous ;
- avec mise en demeure préalable : la sanction est déclenchée si la mise en demeure est restée sans effet dans le délai défini dans le tableau ci-dessous.

Désignation des pénalités	Description des pénalités	Montants
Non fourniture de service	En cas de non-fourniture des prestations le jour J sur tout point de restauration couvert par le marché, l'acheteur pourra faire assurer le service aux frais et risques du titulaire par une autre entreprise ou par toute autre personne et tous moyens appropriés existants sur ce site. En sus, une pénalité sera également appliquée au Titulaire.	Païement du service assuré par une autre entreprise. 1000 € de pénalité par jour où le défaut est constaté
Retard de l'ouverture d'un point de restauration ou de livraison des prestations traiteur	Pour toute 1/2 d'heure de retard une pénalité forfaitaire sera appliquée	200 € par 1/2 heure de retard
Structure des offres alimentaires non-conformes au marché	Si à l'occasion d'un contrôle effectué, il est constaté, de manière contradictoire, que la structure de l'offre alimentaire n'est pas conforme à l'offre du titulaire, une pénalité forfaitaire sera appliquée pour chaque anomalie constatée.	200 € par anomalie constatée
Produit non conforme	Si à l'occasion d'un contrôle effectué, il est constaté, de manière contradictoire, qu'un produit alimentaire utilisé ne correspond pas aux spécificités qualitatives et quantitatives contractuelles, une pénalité forfaitaire sera appliquée pour chaque anomalie constatée.	200 € par anomalie constatée
Grammages non conformes	En cas de non-respect des grammages constaté sur un nombre significatif de produit, des pénalités seront perçues, sur une base forfaitaire. La vérification des grammages se fera en présence d'un représentant du Titulaire.	200 € par contrôle de composante non conforme
Changement d'encadrant non-communicué	En cas de non-transmission d'information par écrit à l'acheteur de tout changement dans l'équipe d'encadrement (cadre et agents de maîtrise) du titulaire sur le site du CHU, une pénalité forfaitaire sera appliquée.	500 € par non-conformité
Plan de maîtrise sanitaire	En cas de non-exécution du plan de nettoyage, ou de non-respect des règles d'hygiène y compris affichage de la procédure de gestion allergènes, non réalisation d'analyses bactériologiques, présence de corps étrangers etc, il sera appliqué une pénalité forfaitaire par manquement constaté après contrôle contradictoire.	800 € par manquement constaté
Déchets	En cas de mauvaise gestion des déchets à la charge du Titulaire : non-évacuation ou mauvais tri, il sera appliqué une pénalité forfaitaire par manquement constaté après contrôle contradictoire.	100 € par manquement constaté
Développement durable	En cas de non-respect des engagements liés au livret Développement Durable : tri et valorisation des déchets, produits d'entretien écolabellisés, véhicules de livraison et déplacements, matériaux plastiques et conditionnement, il sera appliqué une pénalité forfaitaire par manquement constaté après contrôle contradictoire.	200 € par manquement constaté
Alimentation durable	En cas de non-respect des engagements de taux d'Alimentation Durable annuels, il sera appliqué une pénalité forfaitaire par % manquant par rapport à ses engagements contractuels	1 000 € par % manquant
Des prix de vente alimentaires non-conformes au marché	Si à l'occasion d'un contrôle effectué, il est constaté, qu'un prix de vente en self n'est pas conforme au prix du marché, une pénalité forfaitaire sera appliquée pour chaque anomalie constatée.	200 € par manquement constaté

Non remise de documents	En cas de non remise des menus et des grilles d'analyse des menus (suivi des engagements contractuels), des rapports d'activité mensuels et annuels, des enquêtes de satisfaction, des résultats d'analyse bactériologique et de tout document nécessaire aux contrôles dont plans d'action consécutifs à l'enquête de satisfaction et après relance par mail restée infructueuse au terme d'un délai de 8 jours, une pénalité forfaitaire par jour de retard sera appliquée.	100 € par jour de retard ouvrés et par document à compter du délai de 8 jours après réception de la mise en demeure
Non remise des éléments de reprise de personnel dans le délai imparti	En cas de non-transmission des éléments de reprise de personnel dans le délai de 15 jours après la notification de la décision d'attribution du nouveau marché ou après demande des services du CHU, une pénalité forfaitaire par jour de retard sera appliquée.	5 000 € par jour de retard ouvré
Non-respect des engagements contractuels sur la maintenance, l'entretien et le renouvellement	En cas de non-respect constaté du plan de maintenance préventive ou curative ou de renouvellement de la vaisselle tels que prévus au marché, le CHU adresse une mise en demeure au Titulaire pour régulariser la situation. Si 15 jours après la réception de la mise en demeure par le Titulaire celui-ci n'a pas régularisé, une pénalité forfaitaire par jour de retard sera appliquée jusqu'à régularisation de la situation.	100 € par jour de retard ouvrés à compter du délai de 15 jours après réception de la mise en demeure
Non-respect du principe de l'égalité des usagers devant le service public et les principes de laïcité et de neutralité du service public constatée lors d'un contrôle sur place	Si à l'occasion d'un contrôle effectué, il est constaté, de manière contradictoire, que le Titulaire enfreint le principe de l'égalité des usagers et les principes de laïcité et de neutralité, une pénalité forfaitaire sera appliquée	1 500 € par infraction constatée
Non-respect du règlement intérieur du CHU de NANTES	En cas d'infraction constatée au règlement intérieur du CHU de Nantes, une pénalité forfaitaire sera appliquée	1 000 € par infraction constatée
Non-respect des conditions de livraison des denrées	En cas de non-respect délibéré des conditions de livraison des denrées sur le site Hôpital Loire Santé du CHU de NANTES ou répétés tels que les retards, une application forfaitaire sera appliquée. Le caractère répétitif s'entend à partir de 3 constatations	1 000 € par infraction délibérée constatée ou après 3 constatations accidentelles
Insatisfaction des usagers	En cas de résultats d'enquête de satisfaction des usagers inférieurs à 75% de satisfaction, le Titulaire présente et valide avec le CHU des plans d'action à mettre en place et relance une nouvelle enquête de satisfaction sous 6 mois. En cas de nouveaux résultats inférieurs à 75%, une pénalité forfaitaire est appliquée	5 000 € par enquête de satisfaction dont le résultat de satisfaction est à nouveau inférieur à 75%

Le CHU se réserve le droit d'appliquer les pénalités dès la première infraction.

Les pénalités sont cumulables entre elles et sont formellement notifiées au Titulaire.

ARTICLE 6 – MESURES D'URGENCE

L'acheteur peut prendre d'urgence, en cas de carence grave du Titulaire, notamment en matière d'hygiène et de sécurité, toute mesure qui s'impose, à la charge du Titulaire.

Sauf cas de force majeure, les conséquences financières de ces mesures seront à la charge exclusive du Titulaire, qui ne pourra revendiquer aucun préjudice du fait de la mesure d'urgence prise par le

pouvoir adjudicateur et sera astreint, sans mise en demeure préalable, à une pénalité journalière de 500 € HT par jour.

ARTICLE 7 - RESILIATION DU MARCHÉ

Les conditions de résiliation pour faute applicable au présent marché sont les suivantes :

- Dans le cas où le prestataire de service commettrait une ou plusieurs fautes d'une gravité telles qu'elles pourraient nuire à l'exécution du service public de restauration, le pouvoir adjudicateur est en droit de résilier le marché, après mise en demeure faite en recommandé avec AR assortie d'un délai d'exécution, sans attendre le terme du contrat.
- D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 du Code de la Commande Publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8225, D.8222-7 ou D.8222-8 du Code du Travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la Commande Publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation du marché.

Lorsque la décision de résiliation le mentionne expressément, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le Titulaire n'a droit au versement d'aucune indemnité de résiliation en dehors des investissements en cours d'amortissement et qui resteraient sur site.

ARTICLE 8 – ASSURANCES

Le Titulaire sera tenu, au titre du présent contrat passé avec le CHU, de garantir la responsabilité qu'il est susceptible d'encourir à raison des dommages causés aux tiers en vertu de l'article 1242 du code civil, que ces dommages soient causés :

- par le personnel salarié de l'entreprise ou toute personne sous la responsabilité de celle-ci dans l'activité nécessitée par l'exécution du contrat, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes, y compris le sous-traitant agréé ;
- par le matériel ou les produits utilisés ;
- du fait des prestations exécutées ou du fait d'un événement engageant la responsabilité de l'entreprise.

Seront notamment couverts tous les risques d'intoxication alimentaire.

L'entreprise sera tenue d'informer le CHU de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation, le changement de compagnie, cela dans les quinze jours suivant sa décision.

Il est spécifié également que la prise d'effet du marché est subordonnée à la remise par son Titulaire d'un exemplaire de sa police d'assurance « responsabilité civile » contractée à cet effet, pour agrément préalable.

Le Titulaire sera tenu de présenter au début de chaque année de prestation une attestation délivrée par la compagnie d'assurance détaillant la nature et l'étendue des garanties et justifiant le paiement de la prime afférente à l'année en cours.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par l'entreprise, cette dernière sera réputée la prendre entièrement à sa charge.

ARTICLE 9 – LITIGES

Il est formellement spécifié que, en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourront survenir entre le CHU de Nantes et le Titulaire du marché ne pourront être invoquées par le Titulaire comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

Le tribunal administratif de Nantes est seul compétent en cas de litige, après tentative de règlement amiable.

ARTICLE 10 - POURSUITE AUX FRAIS ET RISQUES

Conformément à l'article 45 du CCAG FCS, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et aux risques du Titulaire,

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans le marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le Titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire, est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 11 – NANTISSEMENT

La cession ou le nantissement des créances nées de l'exécution du marché pourront être mises en œuvre dans les conditions prévues aux articles R.2191-45 à R.2191-51 du code de la commande publique.

ARTICLE 12 – CLAUSES DE REEXAMEN

12.1 MODIFICATION AFFECTANT LE TITULAIRE

En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du code de la commande publique, le marché public pourra être modifié, après accord du CHU de Nantes, lorsque le titulaire initial cède son marché public à un tiers à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial. En cas d'accord du CHU de Nantes, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale. En cas de désaccord du CHU de Nantes, le marché public sera résilié aux torts du titulaire initial.

Le présent marché peut être modifié, quel que soit le montant, dans l'un des cas suivants :

12.2 – AJOUT DE DISTRIBUTEUR DE REPAS

Le CHU de Nantes pourra faire ajouter des appareils de distribution de repas. Il sera alors fait application du BPU spécifique prévu dans le cadre de réponse financier prévu à cet effet. Cette modification est formalisée par courrier avec accusé de réception auprès du Titulaire.

12.3 - SUPPRESSION D'UN INDICE

En cas de suppression de l'indice précisé à l'article 3.5 supra, la formule de révision des prix sera modifiée pour prendre en compte le nouvel indice de remplacement. Le Titulaire en informera par écrit le CHU de Nantes en lui précisant la date à laquelle l'indice a été supprimé et la désignation de l'indice de remplacement. Le CHU de Nantes prendra acte de cette suppression et donnera son accord par écrit sur le remplacement de cet indice par un indice équivalent. La formule ainsi modifiée s'appliquera à la date de révision telle qu'elle est prévue à l'article 3.5 supra.
Cette évolution est entérinée par courrier avec accusé de réception.

12.4 – EVOLUTION DE LA FREQUENTATION

En cas de fréquentation constatée en dehors des tranches définies au CCTP pour des raisons indépendantes du Titulaire, le Titulaire et le CHU de Nantes se rapprocheront pour définir les incidences financières et les ajustements de tarifs.
Cette évolution est entérinée par voie d'avenant.

12.5 – EVOLUTION DES HORAIRES D'OUVERTURE DES ESPACES DE RESTAURATION

Afin de s'adapter aux besoins du personnel du CHU de Nantes, le CHU pourra demander au Titulaire de revoir les horaires et les jours d'ouverture des points de restauration. Les parties se rapprocheront pour définir les conséquences techniques et financières liées à cette évolution.
Cette évolution est entérinée par voie d'avenant.

ARTICLE 13 – ÉGALITÉ DES USAGERS DEVANT LE SERVICE PUBLIC ET LES PRINCIPES DE LAÏCITÉ ET DE NEUTRALITÉ DU SERVICE PUBLIC

Conformément à l'article 1er de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le Titulaire est tenu de s'assurer de l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Pour cela, il veille à ce que ses salariés et les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, qui participent à l'exécution du service public, respectent ces principes. Ces derniers doivent s'abstenir "notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses". Ils doivent également traiter de façon égale toutes les personnes et respecter leur liberté de conscience et leur dignité.

Il devra également veiller à ce que ses sous-traitants ou sous-concessionnaires respectent également ces obligations.

Les Acheteurs pourront procéder à des contrôles en demandant la communication de notes internes mais aussi réaliser des contrôles inopinés sur place. Le Titulaire communique également les contrats de sous-traitance ou de sous-concession qui ont pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution de la mission de service public.

En cas de manquements, le Titulaire s'expose à des pénalités telles que prévues à l'article 5 du présent C.C.A.P. et à une résiliation du marché pour faute en cas de manquement grave dument constaté (cf. article 7 précité).

ARTICLE 14 – PROTECTION DES DONNÉES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel qu'elle traite pour les besoins de l'exécution du présent marché.

Le titulaire devra respecter le droit en vigueur en matière de protection des données personnelles et, plus particulièrement, par le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Toute infraction commise par le Titulaire quant au respect de ces dispositions ne peut engager la responsabilité des Acheteurs.

Le Titulaire et les Acheteurs sont notamment tenus de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter que les informations dont ils auront connaissance dans le cadre du marché ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à les connaître.

Pour assurer cette protection, il incombe, le cas échéant, au Titulaire d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires.

Le Titulaire du marché s'engage notamment à respecter les clauses contractuelles décrites dans l'annexe RGPD jointe au présent CCAP.

Dans le cadre de l'exécution des prestations, le Titulaire assure un traitement de type 3, tel que défini dans l'annexe RGPD au présent CCAP.

ARTICLE 15 – CLAUSES DEROGATOIRES AU CCAG

L'article 2.1 déroge à l'article 4.1 du CCAG FCS.

L'article 5.4 déroge à l'article 14 du CCAG FCS.

L'article 6 déroge aux articles 14 et 45 du CCAG FCS.

L'article 7 du présent CCAP déroge à l'article 42 du CCAG FCS.

ARTICLE 16 – LANGUE APPLICABLE

Les correspondances, réunions et discussions relatives au marché se dérouleront en français.

Il appartient au Titulaire de désigner, pour l'exécution du marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

ANNEXE RGPD – TRAITEMENT DE TYPE 3

Définitions

La notion de « sous-traitant » utilisée dans le présent document s'entend au regard de la loi Informatique et Liberté. Pour rappel, le responsable de traitement est celui « qui détermine les finalités et les moyens d'un traitement » (article 4 du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données).

Le sous-traitant est l'entité qui traite des données personnelles pour le compte, sur instruction et sous l'autorité d'un responsable de traitement.

Traitement de type 3

La prestation objet du marché (matériel, logiciel, prestation de services, etc.) est livrée dans les locaux de la Personne Publique ou ceux du Titulaire du marché, mais les données traitées et les traitements effectués sont réalisés par le Titulaire du marché, qui est Responsable du Traitement.

Exemple : une prestation de services de conciergerie livrée « clés en main » par le Titulaire.

Les précisions attendues par candidat sont :

- La précision sur la typologie de traitement
- Le descriptif du traitement : données traitées, champs
- En partie II, pour les traitements de type 3 et 4, le descriptif exhaustif du traitement ;

Ces précisions sont attendues à la remise des offres.

I) Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** »).

En particulier, les parties reconnaissent que la réglementation ci-dessus—ainsi que les lois françaises ou européennes priment sur toute autre réglementation extraterritoriale.

II) Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le Titulaire doit décrire précisément :

- Les données traitées ;
- La nature des opérations réalisées sur ces données ;
- La ou les finalité(s) du traitement ;

III) Durée du contrat

Le présent document entre en vigueur dès la signature et jusqu'à la fin du ou des marchés afférents ci-après les « Contrats Principaux ».

IV) Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement

Le sous-traitant s'engage à :

- traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la sous-traitance ;
- traiter les données **conformément aux instructions documentées** et licites du responsable de traitement figurant dans les documents du marché. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en

informe dans un délai de 72h le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale présentant le niveau de sécurité requis, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ; dans le cas où il s'agirait de transférer des données vers un pays tiers ou à une organisation internationale présentant le niveau de sécurité requis au sens du RGPD, le sous-traitant doit obtenir un accord écrit de la part du Responsable de Traitement ;

- garantir la **confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent contrat :
 - o s'engagent à respecter la **confidentialité** ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - o reçoivent la **formation** nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**

Le RGPD l'emporte sur toute autre loi ou règlement d'origine extra-territoriale, et notamment le Cloud Act et le Patriot Act.

Le sous-traitant peut ajouter les annexes de son choix au présent document, étant entendu que ces annexes viennent en dernier dans l'ordre de préséance.

1. SOUS-TRAITANCE

Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « *le sous-traitant ultérieur* ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Cette information peut être effectuée, au choix du sous-traitant, par courrier ou par accès à un site Internet avec un compte client dédié. Le responsable de traitement dispose d'un délai de cinq jours ouvrables à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Si l'objection est faite pour des motifs légitimes du responsable de traitement, le sous-traitant devra proposer un autre sous-traitant ultérieur.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions documentées et licites du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

Si le sous-traitant fait appel à un sous-traitant ultérieur originaire d'un pays tiers (hors UE^[1] /EEE^[2]), le sous-traitant s'engage à utiliser des mécanismes de transfert des données conformes aux dispositions des articles 44 et suivant du RGPD. Le sous-traitant s'engage en particulier à ce que des mesures techniques et organisationnelles soient mises en œuvre de telle manière que le traitement respecte les exigences du RGPD, assure la protection des droits des personnes concernées, maintienne un enregistrement des données transférées et documente des mesures de sécurité appropriées.

Lorsque le sous-traitant met en place des mesures de protection appropriées, notamment en utilisant des clauses contractuelles types conformément aux dispositions de la décision UE 2010/87 de la Commission ou des clauses types de protection des données qui figurent à l'article 46 du RGPD (« clauses types de protection »), le responsable de traitement donne mandat au sous-traitant pour convenir de ces clauses au nom et pour le compte

du responsable de traitement. De plus, le responsable de traitement autorise expressément le sous-traitant à représenter le sous-traitant ultérieur lorsque qu'il convient de ces dispositions. Cela signifie que le sous-traitant est autorisé à agir au nom et pour le compte du responsable de traitement et du sous-traitant ultérieur. Le sous-traitant est également habilité à exercer les droits et pouvoirs du responsable de traitement découlant des dispositions standards relatives à la protection des données vis-à-vis du sous-traitant ultérieur.

2. DROIT D'INFORMATION DES PERSONNES CONCERNEES

Le Titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information sont de la seule responsabilité du Titulaire.

3. EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le Titulaire doit répondre, dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet du présent contrat.

4. NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le Titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL) les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

Dans tous les cas, la notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

5. AIDE DU SOUS-TRAITANT DANS LE CADRE DU RESPECT PAR LE RESPONSABLE DE TRAITEMENT DE SES OBLIGATIONS

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données, dans la limite de la part du traitement dont il a la charge.

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle, dans la limite de la part du traitement dont il a la charge.

6. MESURES DE SECURITE

En particulier, le sous-traitant fournit son appréciation des risques formalisée telle qu'exigée dans le RGPD.

7. SORT DES DONNEES

Le sort des données est de la seule responsabilité du Titulaire du marché.

8. DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES

Le sous-traitant communique au responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données

Le délégué à la protection des données désigné par le sous-traitant est si possible francophone, ou au moins anglophone.

9. REGISTRE DES CATEGORIES D'ACTIVITES DE TRAITEMENT

- Le sous-traitant déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :
- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - o la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
 - o des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
 - o des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
 - o une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

10. DOCUMENTATION ET AUTORITE DE CONTROLE

Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement sur demande formelle (mail ou courrier papier) la **documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et notamment pour permettre la réalisation des inspections par les autorités de contrôle.

11. AUDITS

Le responsable de traitement pourra réaliser des audits du sous-traitant pour le périmètre objet de la prestation, aux conditions suivantes :

- Un (1) audit par an maximum ;
- Les coûts externes des audits sont à la seule charge du Responsable de Traitement, les coûts internes au sous-traitant restant exclusivement à la charge du sous-traitant ;
- Délai de prévenance d'un mois minimum avant l'audit ;
- Le résultat des audits sera strictement confidentiel entre le Responsable de Traitement et le sous-traitant, sauf manquement grave constaté à la réglementation en vigueur qui pourra faire l'objet d'un signalement au régulateur ;

Le sous-traitant pourra en sus conduire des audits internes périodiques nécessaires destinés à faire valider par une entité tierce le bon respect de ses obligations au regard du RGPD. Ces audits ne constituent pas une obligation réglementaire, étant entendu qu'il s'agit d'une préconisation du régulateur. Les conclusions de ces audits seront communicables sur simple demande au responsable de traitement.

V) Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s'engage à :

- fournir au sous-traitant les données visées au paragraphe II des présentes clauses
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant

- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant.
- Fournir au sous-traitant toute information qui permet au sous-traitant de respecter le RGPD ;
- Communiquer au sous-traitant la coordonnées de son DPO ;

^[1] Union Européenne

^[2] Espace Economique Européen